

Dr. GEORGE MONTANDON,

Délégué du Comité international de la Croix-Rouge.

Mission en Sibérie.

22 mars 1919-17 juin 1921.

Au cours des trois années qui viennent de s'écouler, le *Bulletin international* a tenu ses lecteurs au courant, pour autant que les nouvelles lui en parvenaient, de la mission du Dr George Montandon, en Sibérie. Rentré le 16 juin à Genève, le Dr Montandon a remis le 13 octobre dernier un volumineux rapport au Comité international sur cette mission, la plus longue et la plus importante des nombreuses missions envoyées par lui.

I. Dans la Sibérie de Kolchak.

C'est à la demande des gouvernements déjà séparés d'Autriche et de Hongrie que le Comité international de la Croix-Rouge avait décidé l'expédition d'une mission en Sibérie. Le Dr George Montandon reçut ses instructions des membres du Comité et eut des entrevues avec les représentants des Croix-Rouges intéressées, à savoir : pour l'Autriche, le baron Slatin Pacha, secondé par M. Epstein, et pour la Hongrie le consul général Ernest Ludwig, secondé par MM. Racz et Dell' Adami. Au dernier moment le Croissant-Rouge ottoman se joignit aux Croix-Rouges autrichienne et hongroise et demanda au Comité international que la mission s'occupât aussi des prisonniers turcs en Sibérie.

Le Dr Montandon quitta Genève le 22 mars 1919, en compagnie du Dr Jacot-Guillarmod, de Neuchâtel, de M. Eigenmann, de Saint-Gall et de M. Werner Steiner, de Winterthour.

Les titres des quatre délégués étaient entre autres leur connaissance de la langue russe et de la Russie ou de la Sibérie elle-même. La mission consistait à visiter les camps de prisonniers et à leur distribuer des secours, la question du rapatriement ne pouvant pas encore être pratiquement abordée.

A Paris, les délégués prirent contact avec les représentants du gouvernement et de la Croix-Rouge américaine, avec M. Ed. Bénès, ministre des Affaires étrangères de la République tchécoslovaque, MM. Sazonov, ministre des Affaires étrangères et

D^r George Montandon.

Maklakov, ambassadeur du gouvernement de Koltchak à Paris, des autorités françaises, des représentants de la Croix-Rouge et du gouvernement japonais.

Le 15 avril, ils s'embarquèrent à Bordeaux, traversèrent les Etats-Unis de New-York à San-Francisco, prenant contact au passage avec la Croix-Rouge et le gouvernement américains. Aux Etats-Unis, ils reçurent la nouvelle que la Croix-Rouge japonaise leur consentait une avance en matériel et en médicaments, ce qui les dispensa de procéder aux achats primitivement prévus aux Etats-Unis.

Le 21 mai 1919, ils s'embarquèrent à San-Francisco et parvinrent au Japon le 7 juin, cordialement accueillis par la Croix-Rouge japonaise. Ils reçurent effectivement d'elle, à titre d'avance, du matériel sanitaire et des vêtements pour une valeur de yen 10,000 — et furent munis au ministère de la Guerre de lettres de recommandation pour les autorités militaires japonaises en Sibérie.

Au passage, ils visitèrent le camp de prisonniers au Japon de Narashino (13 juin) — déjà visité précédemment par un délégué du Comité international, le Dr Paravicini — pour avoir un point de comparaison avant la visite des camps sibériens.

Pendant que le Dr Jacot-Guillarmod se rendait à Pékin pour y prendre contact avec une déléguée austro-hongroise M^{me} de Hannecken, susceptible de fournir des renseignements utiles, le reste de la mission s'embarquait à Tsuruga et gagnait directement Vladivostock. Dans cette ville, la mission prit contact avec la délégation danoise chargée de la représentation officieuse des prisonniers de la monarchie austro-hongroise, avec la Croix-Rouge suédoise chargée des intérêts des prisonniers allemands et turcs, avec les autorités américaines, japonaises et russes. Elle rendit visite aux camps de prisonniers de guerre à proximité immédiate de Vladivostock : le camp japonais de Pyérvaya Ryéetchka¹, les camps russe et japonais de Nikolsk-

¹ Dans les noms propres le *i* normal russe est exprimé ici par le *i*, le *i* bref par *y*, le *i* guttural par *u*.

Mission en Sibérie.

Oussouriysk (26-28 juin 1919). Une partie de ses rapports ont été publiés dans l'appel du Comité international de la Croix-Rouge en faveur des prisonniers en Sibérie (186^e circulaire, 28 novembre 1919) ¹.

Au cours de cette visite, le Dr Montandon s'adressa au Comité des prisonniers en lui faisant part de la possibilité éventuelle de rapatrier tout d'abord ceux qui seraient en mesure de payer leur voyage, et lui demanda d'établir la liste des familles de prisonniers qui seraient en état d'envoyer les 200 dollars nécessaires. En prenant cette initiative, qui n'avait pas pour but de favoriser les fortunés, mais en activant les premiers départs, de hâter tout le rapatriement, le Dr Montandon amplifiait peut-être la lettre de ses instructions, ce que lui firent remarquer les délégués danois ; cependant ceux-ci les premiers se rendirent compte du bien fondé des vues du délégué de la Croix-Rouge internationale, car entre-temps, le chef de la délégation danoise à Omsk avait pris déjà de son côté la même initiative. Presque en même temps d'ailleurs, les autorités russes elles-mêmes prirent les devants dans cette question et demandèrent à la mission de prendre part à des études préalables en vue de l'échange des prisonniers de guerre (5 juillet 1919).

Le Dr Jacot-Guillarmod, parvenu entre temps à Vladivostock, fut chargé de suivre cette affaire, de diriger sur Nikolsk-Oussouriysk le matériel attendu du Japon et de faire liaison entre le reste de la mission et Genève. Quant à M. Montandon, il partit pour Omsk avec MM. Eigenmann et Steiner le 20 juillet, par train rapide, ayant au préalable obtenu d'accrocher leur wagon de marchandises à un train de marche plus lente équipé par la Croix-Rouge américaine (laquelle, à cette époque, ne s'occupait en Sibérie que des Russes).

A Omsk, la mission se rendit en premier lieu auprès de la Croix-Rouge américaine où, munie d'une lettre de recommandation du major R. H. Allen, elle reçut le meilleur accueil du directeur du service général, M. Charles Mac Donald et du Dr A. F.

¹ Voy. *Bulletin international*, 15 décembre 1919, p. 1489.

D^r George Montandon.

Jackson. Pendant les trois semaines où la mission séjourna à Omsk, elle fut logée à la Croix-Rouge américaine. A Omsk se trouvaient alors l'ambassadeur des Etats-Unis à Tokio, en mission spéciale auprès du gouvernement Koltchak et les hauts-commissaires des puissances alliées. Le 2 août, elle fut reçue au ministère des Affaires étrangères par M. Joukovskiy, vice-ministre, le 5 août par M. Soukine, ministre p. i, et obtint de visiter tous les camps de la Sibérie, ainsi que le droit de faire toutes distributions sans aucune restriction et de s'assurer les places nécessaires dans tous les trains.

Le 6 août, la délégation visita les camps d'Omsk et les recommandations qu'elle fit à la suite de cette visite, bien qu'elles ne s'appliquassent qu'aux camps d'Omsk, furent multipliées par les soins du gouvernement russe et envoyées à tous les camps de Sibérie. C'est ainsi que plus tard le D^r Montandon retrouva son rapport à Nikolsk-Oussouriysk et en fut remercié par les prisonniers de ce camp.

A Omsk, la question du rapatriement passait au second plan des préoccupations de la mission, en raison de la situation militaire en Sibérie. L'armée de Koltchak, démoralisée, privée de tout confort matériel, reculait et fondait ; les armées rouges occupaient déjà la ligne du Tobol. On prévoyait dès lors la retraite générale qui allait se produire et dans les camps de prisonniers, la question qui se débattait était de savoir s'il valait mieux tomber entre les mains des soviétistes ou être emmenés vers l'est par les armées en recul. Le D^r Montandon déclara que le vœu de l'immense majorité n'était pas douteux, «ils désiraient impatiemment, «ardemment, tomber aux mains bolchéviques», soit que leur mentalité eût pris un cours nouveau, soit plutôt que dans le fait de passer derrière le front bolchévique ils vissent le plus sûr et le plus prompt moyen de rentrer dans leur pays. Pour cela, il fallait que les camps d'Omsk ne fussent pas déménagés et ils demandèrent au D^r Montandon d'intervenir auprès des autorités dans ce sens. «Nous n'avions pas à nous préoccuper, «dit le D^r Montandon, des sentiments pro ou anti-bolchévistes «que pouvaient avoir les uns et les autres des prisonniers, nous

Mission en Sibérie.

« avions à nous demander, du pur point de vue Croix-Rouge,
« quelle était la solution préférable dans leur intérêt matériel.
« et dans celui de leur futur rapatriement. »

Il était difficile de prévoir ce qu'il adviendrait des prisonniers une fois aux mains des soviétistes, mais il était évident qu'en restant aux mains des alliés, ils s'exposaient à des démenagements de camps très pénibles au cours d'une déroute. Les conditions dans lesquelles s'était effectué le transfert de ceux de l'Oural avait laissé à la mémoire des prisonniers le souvenir d'une brutalité et d'un accroissement de misère infinis. Le Dr Montandon jugea donc de son devoir de soumettre la question verbalement au secrétaire du ministère des Affaires étrangères à Omsk, et à la fin de son séjour revint à la charge auprès du ministre, M. Soukine, sans cependant insister trop vivement ne pouvant manifester à ce sujet un zèle « qui aurait pu, dans « ce pays de suspicion, paraître anormal de la part d'une mis-
sion à laquelle l'intérêt matériel immédiat des prisonniers « devait suffire ». Bien avait pris à la mission de venir à Omsk en train rapide et non pas dans le train sanitaire américain, numéro 18 ; celui-ci en effet, en raison des événements militaires, reçut l'ordre de ne pas dépasser Irkoutsk. Les marchandises ne purent donc pas parvenir jusqu'à Omsk. La délégation dut se contenter de remettre des sommes d'argent à la caisse du camp.

Le Dr Montandon s'était proposé d'aller visiter le camp de Pétropavlovsk, où la mortalité des prisonniers avait été terrible, mais les communications avec ce camp, situé à 300 km. d'Omsk, étaient désastreuses. Une mission américaine envoyée par le département de l'Agriculture des Etats-Unis, revenue précisément de Petropavlovsk avec son wagon à elle, avait mis deux semaines à franchir ces 300 km. Le Dr Montandon fit des démarches auprès des aviateurs français pour être amené par eux à Petropavlovsk, mais le chef d'état-major de la mission française ne voulut pas prendre cette responsabilité. Néanmoins les sommes destinées aux prisonniers de ce camp purent être envoyées à destination, grâce à un courrier de M. Koefoed,

D^r George Montandon.

ministre résident, chef de la délégation danoise. Elles furent distribuées aux prisonniers juste avant l'évacuation du camp vers l'est. Une partie des prisonniers, 500 hommes environ, au milieu de privations de toute sorte, furent transférés directement à Nikolsk-Oussouriysk. La mission ne put non plus se rendre au Sud, dans les camps de Pavlodar et de Semipalatinsk, les communications étant interrompues déjà dans cette région.

A Koulomzino, à quelques km. en amont d'Omsk, la mission visita un train de la Croix-Rouge américaine, un train sanitaire russe et un train de malades du typhus exanthématique¹ qui était arrivé du front. « Dans des wagons à bestiaux, en « lambeaux, couchés sur un peu de paille, regardant fixement « en l'air, sans connaissance, les lèvres sèches, ces hommes at- « tendaient là depuis des heures d'être transportés dans l'hô- « pital adjacent à la gare, déjà rempli de malades. Entre l'en- « combrement des wagons, des cloaques repoussants ! contre « les baraques de la gare, couchés en tas, des réfugiés, des loques, « hommes, femmes, enfants ! quelques jours après, le doc- « teur du train américain, le Dr Connor, mourait lui-même du « typhus exanthématique. »

Forcée de se rabattre vers l'est, la mission retourna à Irkoutsk où elle devait retrouver son wagon de dons aux prisonniers. Elle quitta Omsk le 19 août, s'arrêta à Krasnoyarsk où elle rencontra M^{me} Elsa Brandstroem, fille de l'ambassadeur de Suède à Pétrograde et déléguée de la Croix-Rouge suédoise², très populaire parmi les prisonniers par le dévouement qu'elle apportait à leur cause.

A Irkoutsk, le D^r Montandon prit contact avec la délégation danoise, énergiquement dirigée par MM. J. L. et Knud Møller-Holst³ qui lui facilitèrent son séjour. Irkoutsk comptait alors deux camps d'environ 10,000 prisonniers au total. La délégation fut surprise en bien en visitant ces camps, où les prison-

¹ Voy. *Revue internationale* n° du 15 septembre 1921, p. 919.

² Voy. *Revue internationale* n° du 15 août 1920, p. 937.

³ Voy. *Revue internationale* n° du 15 septembre 1920, p. 1025.

Mission en Sibérie.

niers s'étaient ingénierés eux-mêmes à exécuter les réparations nécessaires sans attendre d'amélioration de l'administration russe. Néanmoins, les délégués furent témoins de deux tableaux de misère extrême, qu'ils offraient d'une part les nouveaux Roumains cantonnés dans des baraques spéciales et soumis à toutes sortes de vexations parce qu'ils refusaient de s'enrôler, d'autre part les prisonniers évacués à petites journées des camps de la région de l'Oural. Un bon nombre arrivés de Zlataoust et d'Oufa se trouvaient à la baraque-hôpital, après une telle déperdition de forces et d'énergie, une telle émaciation, qu'ils ne pouvaient plus que rester couchés comme des malades.

La mission ayant pris possession de son wagon de marchandises, en laissa une partie pour les camps d'Irkoutsk et expédia le gros à Krasnoyarsk qui en avait plus besoin.

A Irkoutsk, le Dr Montandon se rencontra avec un ancien collaborateur de l'Agence internationale des prisonniers de guerre à Genève, M. Ananiy Peskine, alors vice-maire d'Irkoutsk¹.

« Pendant les derniers jours de notre tournée à Omsk et Irkoutsk, le Dr Jacot-Guillarmod, avec M. Jans. P. Mortensen, partit visiter les camps de Krasnaya-Ryéetchka près Khabarovsk, et de Blagovyéchtchensk. De Khabarovsk, ces messieurs remontèrent l'Amour en bateau, et le retour de Blagovyéchtchensk se fit de même. Quoique ces camps se trouvassent sous l'administration japonaise et eussent donc le confort nécessaire, une visite leur était due, ne fut-ce que pour la remise de la correspondance d'Europe. Les prisonniers durent comprendre que si, selon nos instructions, les comités de leurs camps ne reçurent que des sommes minimales, c'était que leurs camarades des autres régions avaient encore cent fois trop peu avec tout ce qui pouvait leur être donné. Le Dr Jacot-Guillarmod et M. Mortensen rentrèrent à Vladivostock peu de jours avant nous. »

La délégation quitta Irkoutsk le 2 septembre pour retourner

¹ Effectivement M. A. Peskine a travaillé à l'Agence internationale des prisonniers d'avril 1915 à fin mai 1917. Le Comité international lui a distribué un diplôme en date du 1^{er} juin 1917. (*N. d. l. R.*).

D^r George Montandon.

à Vladivostock, ayant épuisé ses ressources, et les banques ayant cessé toute activité dans la région. Le train précédent avait été attaqué en pleine gare de Daouria par une bande de Khoungouzes, et les cadavres jonchaient le sol.

A leur arrivée à Vladivostock, où les délégués trouveraient 100,000 fr. suisses à distribuer aux prisonniers ottomans, le D^r Montandon considéra sa mission comme terminée, du moins dans sa forme première. Les compagnons du D^r Montandon regagnèrent l'Europe pendant que ce dernier s'embarquait pour le Japon le 28 septembre 1919.

A Tokio, le D^r Montandon trouva un télégramme du Comité international, le priant de continuer, au nom des gouvernements autrichien et hongrois, en vue non plus seulement des secours aux prisonniers, mais de leur rapatriement. Ce télégramme mettait à sa disposition de nouveaux fonds avec lesquels il put, en s'adjoignant des collaborateurs au courant du commerce au Japon, procéder à des achats d'étoffe et de vêtements, que la Croix-Rouge japonaise consentit à emmagasiner dans ses dépôts et le ministère de la guerre à expédier gratuitement. Le 29 octobre un envoi de 45 caisses était réuni pour les Autrichiens et Hongrois (aux soins de la délégation danoise) et pour les Turcs (aux soins de la Croix-Rouge suédoise). Le tout avait coûté 33,757 yens.

Pendant son séjour à Tokio, le D^r Montandon fit présenter au Mikado, par l'entremise bienveillante du ministre suisse M. de Salis, une supplique des prisonniers du camp russe de Nikolsk-Oussouriysk, qui demandaient à passer sous l'administration japonaise sous laquelle ils auraient été infiniment mieux entretenus. Le président de la Croix-Rouge japonaise lui prêta son concours dans cette circonstance, mais le ministère des Affaires étrangères répondit que la pétition était de telle nature qu'elle nécessitait sa présentation devant les gouvernements alliés à Paris, pour être prise en considération ; « un contrôle tel que « celui qui est exercé maintenant par les autorités japonaises « en Sibérie ayant lieu, à la demande de la Commission interal-

Mission en Sibérie.

« liée à Vladivostock, les autorités japonaises ne peuvent pas, « à leur regret, prendre par elles-mêmes de décision à ce sujet. »

Le 10 novembre 1919, le Dr Montandon était avisé par voie diplomatique que selon le traité de paix avec l'Autriche toute personne ayant droit de cité dans les régions qui tombent sous la souveraineté de l'Italie, de la Roumanie, de la Yougoslavie, de la Tchécoslovaquie ou de la Pologne, perdait en principe la nationalité autrichienne, sous réserve de droit d'option à exercer plus tard, et acquérait la nationalité du nouvel Etat. Le Département politique à Berne demandait au Dr Montandon de communiquer cette nouvelle au plus grand nombre possible de prisonniers de guerre comme provenant officiellement du gouvernement autrichien. Le Dr Montandon s'empressa de transmettre le contenu de la dépêche télégraphiquement et simultanément aux délégations danoises à Vladivostock et à Irkoutsk, et à tout hasard au Comité central d'informations pour les prisonniers qui se trouvait à Irkoutsk.

Irkoutsk, en effet, était devenue la nouvelle capitale depuis l'évacuation d'Omsk. Malheureusement le délégué danois de Vladivostock crut devoir, avant de communiquer la nouvelle aux prisonniers, en référer au siège principal de la délégation danoise à Omsk, — où elle n'était plus. Naturellement il ne reçut pas de réponse et son manque d'initiative retarda la communication d'une nouvelle si importante aux intéressés.

Le retrait d'Omsk à Irkoutsk, soit d'un seul coup à 2,200 km. plus à l'Est, du siège du gouvernement sibérien s'opérait au début de l'hiver et avait entraîné des souffrances nouvelles pour les prisonniers. Le 10 novembre, le Dr Montandon réitera donc par télégramme sa demande de laisser les prisonniers dans les camps où ils se trouvaient sans les évacuer. Il rédigeait en même temps un long mémorandum sur la question qui a été reproduite en son temps dans la présente *Revue*¹. Il y a tout lieu de croire que le mémorandum parvint à destination, mais de fait, si les prisonniers restèrent dans les camps où ils se trouvaient, sans être évacués,

¹ Voy. *Revue internationale*, n° du 15 février 1920, p. 198.

D^r George Montandon.

ce fut moins le résultat des démarches du délégué du Comité international de la Croix-Rouge qui s'était heurté à un refus systématique, que le fait des circonstances dans lesquelles se produisit la débâcle subite de l'armée de Koltchak.

Le gouvernement sibérien, en effet, n'eut pas le temps de s'établir à Irkoutsk ; dans cette ville même, la révolte éclata ; les conditions sanitaires déplorables le long du transsibérien déchaînèrent une terrible épidémie de typhus-cxanthématique, dont le Dr Montandon a fait l'exposé ici même il y a trois mois¹. Le 20 janvier 1920, l'amiral Koltchak était fusillé à Irkoutsk.

On se souvient que le Dr Montandon avait provoqué l'établissement de listes des familles des prisonniers susceptibles de payer les frais de rapatriement des leurs. Ces listes faites sur place s'étaient naturellement complétées en Europe à la suite d'un appel du Comité international de la Croix-Rouge, d'une part, et des Croix-Rouges autrichienne et hongroise de l'autre, dans leurs pays respectifs ; en novembre et décembre arrivaient successivement trois listes de cotisations privées dont le montant s'élevait à 9,100 lst. pour 203 individus. Malheureusement la cotisation par tête fixée à 200 dollars américains, c'est-à-dire 400 yens, arrivait en livres sterling et la livre baissait chaque jour. Le résultat fut que la somme à revenir à chaque individu n'était plus de 400, mais de 375 yens pour la première liste, pour la seconde de 335 et pour la troisième de 350.

Le mouvement de rapatriement commençait à se dessiner. Le gouvernement japonais fut le premier à libérer ses prisonniers ; il avait d'ailleurs tout intérêt à le faire n'ayant pas le droit de demander le remboursement de ses frais ; en effet, l'article 224 du traité de Versailles spécifiait que les hautes parties contractantes déclareraient renoncer au remboursement réciproque des sommes dues pour l'entretien des prisonniers de guerre sur leurs territoires respectifs. Cette clause n'était pas favorable au Japon qui avait pourvu à l'entretien de ses prisonniers pendant 5 ans alors que les Allemands ne détenaient pour ainsi dire pas de Japonais.

¹ Voy. *Revue internationale*, n° du 15 septembre 1921, p. 919.

Mission en Sibérie.

Les sociétés de navigation offrirent immédiatement leurs services pour le rapatriement des prisonniers et proposèrent de louer des cargo boats à raison de 27 yens la tonne. C'était un prix excessivement élevé qui, avec l'aménagement du cargo boat pour passagers, la nourriture et le charbon, faisait revenir le prix du transport par homme de Yokohama à Hambourg à 1,200 yens, alors que les billets de passagers de Yokohama pour Marseille se payaient 900 en première classe, 600 en deuxième et 300 en troisième. Mais les prisonniers étaient impatients de partir et la Légation de Suisse à Tokio dut passer par les exigences des compagnies de navigation;

Sur les cinq premiers bateaux, tous japonais, chacun d'environ 10,000 tonnes et emmenant 1,000 hommes, la place revint à 1,200 yens, sur le sixième et dernier à 1,500 yens par tête, soit au pair 3,750 et au cours du jour 4,200 fr. suisses. Ces opérations furent conduites par la légation de Suisse et le Dr Montandon se tint à l'écart de l'organisation pratique de ces embarquements. Après quelques jours de repos à Hokkaido, île septentrionale du Japon, le Dr Montandon repartit pour Vladivostock; le 16 janvier 1920, emmenant en qualité de secrétaires M. Eugène Kaplita, Polonais originaire de Cracovie et M^{me} Zinaida Artobolevskaya. Au préalable, le Dr Montandon avait pris contact avec la mission fraîche débarquée du gouvernement et de la Croix-Rouge allemande, dirigée par M. Gustave Gerber et le Dr Roessler, et avec M. Nemec, représentant de la République tchécoslovaque au Japon. De ce dernier, le Dr Montandon apprit que les cargo boats japonais, affrétés précédemment pour le rapatriement des troupes tchécoslovaques, seraient bientôt libres. Ces bateaux se trouvant spécialement aménagés représentaient par bateau une économie d'environ 100,000 yens (280,000 fr. suisses). Le gouvernement tchèque offrait donc ces bateaux au Comité international de la Croix-Rouge, pour le rapatriement, ce qui présentait des avantages incontestables.

A Vladivostock, le Dr Montandon fut hébergé pendant les premiers jours par la délégation danoise, puis loua une villa pour la mission notablement renforcée.

D^r George Montandon.

Vers le milieu de novembre 1919 et dans les premiers jours de décembre des luttes de partis s'étaient produites à Vladivostock, mais sans amener de grands changements, par suite de la présence des Japonais dans cette ville. Au cœur de la Sibérie, les troupes tchèques avaient conclu un accord avec les troupes bolchéviques et pour éviter les moindres frictions entre les deux armées, deux représentants bolchéviques se trouvaient dans l'arrière-garde tchèque pendant sa retraite et deux officiers tchèques dans l'avant-garde bolchévique.

Les commandements alliés avaient retiré à temps leurs troupes à l'exception, partiellement, des Polonais¹.

Moscou, déjà dans l'idée de ne pas entrer en conflit avec le Japon, avait discuté et résolu par l'affirmative la question de savoir si Irkoutsk devait être laissé aux mains des socialistes-révolutionnaires. La station de Zima, sur l'Oka, devait être le dernier poste de la Russie soviétique. Mais le parti communiste d'Irkoutsk, au courant de la possibilité de cette concession, fit localement une agitation intense et persuada le parti socialiste-révolutionnaire d'avoir à lui abandonner le pouvoir. Ce dernier le lui céda le 21 janvier, quelques heures avant que n'arrivât le télégramme de Trotsky avisant le parti communiste d'avoir à laisser le pouvoir aux socialistes-révolutionnaires. C'était trop tard, et, à quelques jours de là, les troupes bolchéviques firent leur entrée solennelle à Irkoutsk.

L'ataman Sémyonov à Tchita, chef des cosaques de Transbaïkalie, recueillit la succession et les débris de l'armée de Koltchak. De cette armée de quelques centaines de mille hommes, 20,000 hommes au plus, dont la moitié exténués, atteignirent Tchita, sous la conduite du général Kappel.

Sémyonov, à Tchita, Rosanov, à Vladivostock, et Kalmukov, ataman des cosaques de l'Oussouri à Khabarovsk, étaient les

¹ Les troupes alliées en Sibérie avaient été de : Tchécoslovaques 3 divisions, Polonais 1 division, Roumains 1 légion, Yougoslaves 1 régiment, Anglais, 1 régiment, Français 1 bataillon. Les troupes japonaises, vers l'ouest, n'avaient pas dépassé Irkoutsk.

Mission en Sibérie.

derniers remparts de l'ancien régime quand, le 21 janvier 1920, le Dr Montandon débarquait de nouveau à Vladivostock. Par ce qui précède, on comprendra que l'atmosphère y fut lourdement chargée.

Quelques jours plus tard, le 31 janvier, les armées rouges faisaient leur entrée à Vladivostock. « Le nouveau gouvernement » était « le Gouvernement provisoire de la province maritime, « Pouvoir du Zemstvo », dont le chef était le citoyen Myédvyédyév, et le chef de l'armée le lieutenant-colonel Krakovyétskiy ».

« Le 3 février, première d'entre les missions à Vladivostock, nous allions saluer le nouveau gouvernement en la personne du citoyen Myédvyédyév. »

II. Premiers rapatriements de Vladivostock.

Le 28 décembre 1919, Sémyonov avait rendu un arrêté libérant les prisonniers. Le gouvernement de la province maritime ne pouvait pas rester en arrière sur celui de Sémyonov et le 21 février 1920, il rendit un « pricaze » dont le texte a été publié en son temps dans la *Revue internationale*¹. Aux termes du paragraphe 8 de ce pricaze, le gouvernement confiait aux médecins de la Croix-Rouge internationale et de la Croix-Rouge allemande le soin de délivrer un certificat médical aux prisonniers de guerre malades et invalides désireux d'être rapatriés à leurs frais. Le rôle déterminant dans cette politique semble avoir été joué par une mission inofficielle allemande composée de MM. Keller et F. Fischer, qui prépara le terrain à la mission officielle Gerber-Rössler. Le nombre des prisonniers qui vinrent se munir du certificat d'invalidité fut considérable ; les uns le demandaient pour passer en Chine ou en Russie soviétique, les autres pour avoir simplement une pièce d'identité présentable.

C'est à cette époque que le camp de prisonniers de Blagovyéchtchensk, sous la garde japonaise, se sauva en entier, sauf 10 hommes, chez les bolchéviques. Les autorités militaires japonaises

¹ Voy. *Revue internationale*, n° du 15 mai 1920, p. 535.

D^r George Montandon.

ne comprenaient pas comment, bien soignés comme ils l'étaient chez elles, les prisonniers pouvaient se sauver. Elles en furent mécontentes et d'après ce que dit au D^r Montandon le colonel Kashimura, chef du service des prisonniers de guerre, cet événement de Blagovyéchensk ne fut pas tout à fait étranger au désir formel du Japon d'autoriser sans délai le rapatriement par mer des prisonniers. En attendant, les autorités japonaises firent ramener à Pyérvaya Ryéetchka, près Vladivostock, le camp entier de Krasnaya Ryéetchka, près Khaabrovsk.

Les Allemands, qui ne comptaient que le 10% des prisonniers, furent les premiers à pouvoir s'embarquer, avant l'entièvre évacuation des alliés.

Le 5 mars, d'autre part, les autorités japonaises notifièrent à la mission du Comité international et à la délégation danoise que les prisonniers autrichiens et hongrois pouvaient également être évacués. Cette communication officielle du 5 mars montre que c'est au gouvernement japonais que le gros des prisonniers doit d'avoir vu son évacuation hâtée de près de 6 mois, par rapport à l'achèvement du départ des Tchécoslovaques, fin août.

La Conférence des ambassadeurs, en effet, ne prit sa résolution officielle que le 20 mars 1920, et elle la notifia le 23 au Comité international¹.

Le 8 mars, le D^r Montandon se rendit encore au Japon en compagnie du délégué allemand M. Gerber, salués au départ par le colonel Kashimura. A Tokio, le D^r Montandon trouvait le télégramme du Comité international de la Croix-Rouge le chargeant officiellement, au nom du gouvernement autrichien, de négocier le rapatriement par voie maritime des prisonniers internés en Sibérie, fixant les frais de ce rapatriement à 150 dollars par prisonnier. Le D^r Montandon retourna à Vladivostock le 29 mars, muni de formulaires établis par la légation de Suisse à Tokio lui permettant de délivrer aux prisonniers des certificats d'origine tenant lieu de passeports, aussi longtemps que le porteur

¹ Voy. *Revue internationale*, nos du 15 avril 1920, p. 407 et du 15 mai, p. 532.

Mission en Sibérie.

n'avait pas la possibilité d'obtenir un passeport définitif de la part des représentants réguliers de son pays.

Le 29 mars, le premier transport *Scotland Maru* partit de Vladivostock emportant, avec un millier d'Allemands, 21 Autrichiens. Le consul de Grande-Bretagne à Vladivostock s'opposa au départ pour l'Europe des prisonniers individuellement et par petits groupes, et fixa à 600 ou 700 hommes pour le moins, l'effectif des convois. Il s'ensuivit un certain nombre de départs individuels par voie de terre vers Shangai où affluèrent quelques centaines de prisonniers à la charge dans cette ville du représentant des Pays-Bas, qui s'efforçait de les évacuer par des bateaux hollandais. Quelques prisonniers purent également partir par le Japon, qui d'abord exigeait de toute personne débarquée qu'elle fût en possession d'une certaine somme d'argent (1,500 yens, soit 4,300 fr. suisses au cours du jour), mais qui, à partir du 10 mai, leva cette opposition.

Au Japon, les prisonniers étaient accueillis par le Comité de secours Hilfsausschuss et par l'Association israélite en faveur des prisonniers. La plupart des prisonniers qui se rendirent au Japon, furent évacués par la compagnie italienne Lloyd Triestino. Un petit nombre de prisonniers se rendirent de Vladivostock en Amérique, mais ce, seulement sur permission obtenue par leurs proches à Washington.

De Vladivostock partirent directement pour l'Europe des groupes de prisonniers rentrant avec les troupes de leur nouvelle nationalité (Tchécoslovaques, par exemple) à laquelle ils avaient fini par se rallier.

Chaque mission militaire alliée eut un mode de procédé différent avec les prisonniers qu'elle avait employés. Pour les prisonniers ayant servi chez les Tchèques, le Dr Montandon donna sa garantie de remboursement de 300 yens par prisonnier de guerre autrichien ou hongrois rapatrié ; le prix de 300 yens fut d'ailleurs un maximum et certains furent rapatriés à raison de 160 yens. Du 19 mai au 18 juin, furent ainsi envoyés avec les troupes tchèques une dizaine de groupes de prisonniers comprenant de 2 à 31 hommes.

D^r George Montandon.

Ceux qui se trouvaient chez les Américains furent rapatriés aux frais du gouvernement des Etats-Unis. C'est ainsi que le *Mount Vernon* embarqua le 14 avril, avec environ 4,000 soldats tchèques, quelque 400 ex-prisonniers allemands et 308 Autrichiens et Hongrois.

La mission anglaise se borna, lorsqu'elle quitta Vladivostock, à laisser aux prisonniers des vivres pour environ 6 semaines et la garantie de pouvoir continuer à loger dans le baraquement qu'ils occupaient. La mission italienne favorisa le départ d'un certain nombre de prisonniers, nés dans les nouveaux territoires italiens.

Le D^r Montandon continua ses démarches pour affréter les bateaux nécessaires au retour des prisonniers. Les compagnies françaises avaient fait des offres extrêmement intéressantes par leur bon marché (1,100 fr. français par tête), mais les différents bateaux proposés successivement se trouvèrent, en dernier lieu, n'être pas disponibles. Conjointement, le D^r Montandon continuait ses pourparlers avec les Tchèques et obtint de pouvoir disposer du *Shunko-Maru*, à raison de 330 yens par tête. Le D^r Montandon venait alors d'être avisé par le Comité international qu'une somme de 800,000 yens (2,200,000 fr. suisses) avait été mise à sa disposition pour le rapatriement. Mais la transmission télégraphique de la seule moitié de cette somme aurait coûté 26,000 fr. suisses. Pour éviter une si lourde perte, le Comité international préconisait le paiement des bateaux à l'arrivée. Malheureusement, pour la signature du contrat, il était nécessaire de disposer sans délai d'argent liquide ; ce qui sauva la situation ce furent les fonds provenant de la collecte faite en Europe en automne 1919, en vue du rapatriement individuel. Le bateau était aménagé pour 1200 personnes environ ; le prix de passage était fixé à 330 yens. Le D^r Montandon n'hésita pas à lancer le 11 avril 1920 dans les camps, une circulaire notifiant aux prisonniers la possibilité qui s'offrait à eux de partir par le *Shunko-Maru*. Sur les 1,200 places prévues, 200 étant réservées aux Tchèques de nationalité allemande, 1,000 places étaient à la disposition des prisonniers autrichiens et hongrois. Sur la

Mission en Sibérie.

base de ses pleins pouvoirs, le Dr Montandon offrit aux prisonniers autrichiens d'embarquer ceux qui pouvaient disposer de 300 yens, réglant la différence des 30 yens et garantissant le remboursement des 300 yens par le gouvernement autrichien jusqu'au 31 décembre 1920. La même attitude fut être prise quelques jours plus tard à l'égard des prisonniers hongrois, les pleins pouvoirs de la part de la Hongrie étant arrivés aussi.

Sur les 1000 places indiquées, 700 devaient être payées et 300 gratuites réservées aux invalides et malades. En réalité il y eut 1,132 partants, dont 338 non payants pris exclusivement parmi les invalides et les plus indigents. Les payants, d'autre part, étaient loin d'avoir versé chacun 300 yens ; après que les premiers se furent présentés, des contributions plus modiques, jusqu'à 150 yens, furent également acceptées. La Commission économique tchécoslovaque fit partiellement crédit au Dr Montandon, facilité financière que jamais les compagnies n'accordaient pour les passagers ; c'est ce qui permit l'embarquement de 338 non payants.

Les fonds fournis par les prisonniers et les avances de la Commission économique tchécoslovaque ne suffisant pas encore à assurer le départ du transport, le Dr Montandon s'adressa à la Croix-Rouge américaine qui fit procéder à un vote parmi ses prisonniers pour savoir ceux qui désiraient partir immédiatement. Une majorité écrasante se prononça pour le départ. La Croix-Rouge américaine ne put cependant les laisser partir en bloc ; elle en remit au Dr Montandon 275, soit les deux tiers environ de son effectif, en lui soldant intégralement leur passage, soit 90,750 yens. Le chef de la mission de la Croix-Rouge allemande, M. Gerber, ajouta de son côté un contingent de 42 Allemands et paya leur passage. En résumé, le prix du *Shunko-Maru* fut réglé de la façon suivante par le Dr Montandon :

par les prisonniers	yens	122,927.—
par la Croix-Rouge américaine	»	90,750.—
par la Croix-Rouge allemande	»	13,860.—
par 2 lettres de garancie aux Tchèques	»	127,560.—
par le Dr Montandon en espèces	»	<u>18,463.—</u>
	yens	373,560.—

D^r George Montandon.

Si l'on compare les prix payés pour le rapatriement des prisonniers par les différents bateaux, l'on constate que les négociations du D^r Montandon réalisaient une économie extraordinaire :

Légation de Suisse, pour les prisonniers au

Japon : pour les 5 premiers bateaux.....	1200 yens par tête
pour le 6 ^{me} , <i>Nankai-Maru</i>	1500 " " "

Mission Gerber, pour les prisonniers allemands : pour le *Scolland-Maru* un peu

moins de.....	900 " " "
---------------	-----------

pour le <i>Capetown-Maru</i> un peu plus de.	800 " " "
--	-----------

Shipping board américain pour les troupes tchèques..... 450 à 500 yens

Mission Montandon du Comité international

de la Croix-Rouge pour les prisonniers

autrichiens et hongrois. ~~Quelque chose~~ 330 yens

Le *Shunko-Maru* embarquait tous les vivres nécessaires pour assurer aux prisonniers le même ordinaire qu'à l'armée tchèque. La Croix-Rouge américaine remit aux médecins des prisonniers les médicaments nécessaires pour la traversée. Le 14 mai 1920, à 8 heures du soir, le *Shunko-Maru* quittait les rives de Vladivostock.

Du 19 au 28 mai, le D^r Montandon retourna, pour la dernière fois, au Japon, où il trouva une nouvelle confirmation de ses pouvoirs. Le rapatriement devait continuer à être conclu à raison de 150 dollars, soit 300 yens par tête. Un câblegramme était arrivé l'avisant que malgré la venue des missions de la Croix-Rouge autrichienne et de la Croix-Rouge hongroise, la sienne continuait à subsister avec un droit de décision dans toutes les questions concernant le rapatriement. Le D^r Montandon ne devait pas se prévaloir de cette prééminence, ayant décidé en effet de partir pour l'intérieur de la Sibérie, afin d'organiser l'évacuation sur Vladivostock du plus grand nombre de prisonniers possible. Les nouvelles, en effet, des collectes

Mission en Sibérie.

organisées en faveur du rapatriement des prisonniers de guerre étaient excellentes. En Amérique elles promettaient des résultats tels qu'il devait être possible de rapatrier beaucoup plus de prisonniers qu'il n'y en avait dans la province maritime et le rayon de Tchita.

M. Fritsch, de la mission autrichienne, tout frais débarqué d'Amérique, déclarait au Dr Montandon : « Tout ce que vous pourrez diriger de prisonniers vers Vladivostock, fût-ce 30,000 hommes ou plus, pourra être rapatrié par mer. » Le Dr Montandon résolut donc de revenir en Europe par la voie du transsibérien et d'organiser au fur et à mesure l'évacuation des prisonniers vers Vladivostock, mais il fallait un train complet muni de vivres pour quelques dizaines de mille hommes, de médicaments et de tout ce que nécessitait l'entretien d'un personnel de près de 50 personnes, pendant plusieurs mois. Ces préparatifs exigèrent un certain temps. Le 17 juin le train était prêt à partir. Ce même jour, le major Lively vint lui annoncer que le rapatriement devant se continuer principalement avec le produit des sommes collectées en Amérique, Washington venait de télégraphier demandant que toutes les Croix-Rouges travaillassent ensemble, et que la présidence de cette association temporaire fût confiée à la Croix-Rouge américaine. Il demanda en même temps au Dr Montandon d'assister à une réunion de toutes les Croix-Rouges, le surlendemain 19. Le Dr Montandon se déclara tout à fait d'accord avec le principe de la proposition, mais quittant Vladivostock le lendemain, il ne put assister à la réunion.

En quittant Vladivostock, le Dr Montandon remit ses pouvoirs au colonel von der Hellen, chef de la mission autrichienne.

III. La mission dans la République Extrême-Orientale.

Le jeu de la guerre et de la politique avait été assez bizarre pendant les derniers mois. Dans l'hiver 1919-1920, l'armée rouge (armée régulière et partisans), en avançant d'Irkoutsk vers l'est et en surgissant un peu partout, s'était assuré la ligne du

Dr George Montandon.

Transsibérien le long du Baïkal, puis avait occupé Vyerkhnyé-Oudinsk et ce qu'on appelle le Pribaïkal, c'est-à-dire la Transbaïkalie occidentale. Moscou, désirant éviter un conflit avec le Japon, ne fit cependant pas passer la Selenga officiellement à ses troupes. Un noyau de troupes russes et les partisans locaux formèrent « l'armée populaire » de la première République extrême-orientale, comprenant le seul Pribaïkal, dès mars 1920. Les partisans, en Transbaïkalie et sur l'Amour, guerroyèrent pendant plusieurs mois contre Sémyonov, soutenu par des troupes japonaises. Celles-ci subirent à plusieurs reprises de sanglants échecs de la part du principal chef de partisans, le Circassien Karandarichvili, dont le nom était déformé dans la bouche populaire en celui de Karandachvil. Puis la ligne du front se stabilisa le long de la chaîne de Yablonnoy, à une trentaine de km. à l'ouest de Tchita. Cette dernière ville, ainsi que la Transbaïkalie orientale avec l'importante petite station de Karumskaya, point de bifurcation des lignes de l'Amour et de la Mandchourie, restèrent aux mains de Sémyonov et des Japonais. Toute la ligne de l'Amour, par contre, de Nertchinsk et Stretensk à l'Ouest, jusqu'à Nikolayévk sur l'Amour non loin du Pacifique, était entièrement aux mains des rouges. Les deux territoires bolchéviks, Pribaïkal et Amour (le premier ayant manifesté dès l'origine l'intention d'adopter une forme de gouvernement plus ou moins démocratique, tandis que le second, tout à fait soviétique, désirait d'abord le rattachement complet à la Russie soviétique) n'avaient donc pas de communication par chemin de fer et devaient, pour maintenir leur communication, contourner par le nord le territoire occupé par Sémyonov. Ce dernier, occupant le nœud des voies ferrées, avait, tout entouré qu'il fût par les bolchéviks, son dos appuyé à la Mandchourie, où il pouvait se retirer si les circonstances devaient l'exiger.

Un autre îlot de l'ancien régime s'était maintenu momentanément à Kharabovsk. En même temps que les partisans rouges surgissaient sur l'Amour, d'autres entouraient et occupaient Vladivostock, comme nous l'avons vu (31 janvier 1920). L'ataman Kalmukov, à Khaabrovsk, quoique en contact avec la Mand-

Mission en Sibérie.

chourie, comme Sémyonov, ne disposait cependant pas d'une base large pour s'y appuyer et d'une voie ferrée pour s'y relier ; il n'avait en outre pas de troupes japonaises à sa disposition. Aussi, pris à revers par les partisans du sud qui, Vladivostock occupé, remontèrent vers Khaabrovsk, il se trouva coincé entre eux et ceux de l'Amour. Il réussit cependant, au dernier moment à se glisser en Mandchourie. Il fut interné à Kirin, mais y fut tué peu après par les Chinois pour manœuvres occultes.

Kalmukov, à un plus grand degré encore que Sémyonov, était une brute de la plus grande envergure et seul le baron Ungern-Sternberg, lieutenant de Sémyonov, pouvait, sous ce rapport, entrer en concurrence avec lui. Exemple : une quinzaine de prisonniers austro-hongrois formaient un orchestre à Khaabrovsk ; dénoncés un jour par un autre prisonnier, un Tchèque, comme espions, à Kalmukov, celui-ci envoya illico ses cosaques qui les massacrèrent dans le jardin même où ils jouaient.

C'est également Kalmukov qui fit pendre sans jugement le délégué de la Croix-Rouge suédoise à Khaabrovsk Hedblom et ses collaborateurs, également soupçonnés d'espionnage. Il est vrai que Hedblom paraît avoir été trop complaisant pour certaines requêtes des prisonniers, en particulier en leur remettant des documents.

Un grand scandale, également provoqué par Kalmukov, s'était produit au moment où la mission était en septembre 1919 à Vladivostock, c'est-à-dire au moment où cette ville était encore occupée par Rosanov : l'arrestation en plein boulevard d'un colonel, ennemi personnel de Kalmukov, son ligotement sur un automobile et sa fusillade aux portes de la ville. Les missions alliées avaient alors exigé l'éloignement des troupes de Kalmukov, qui campaient non loin de la ville, à la seconde rivière (« Vtoraya Ryétschka »).

La prise de Vladivostock par les rouges, la chute de Kalmukov, puis la reprise de Vladivostock par les Japonais (5 avril 1920), n'avaient pas modifié la position de Sémyonov, dans le rayon de Tchita, et il était un des facteurs avec lesquels le Dr Montan-

D^r George Montandon.

don avait à compter pour le passage du train qu'il allait organiser.

Quelles étaient en effet, les autorités dont il y avait lieu d'obtenir le consentement pour l'organisation et le passage d'un train de Vladivostock à Vyékhnyé-Oudinsk et au-delà ?

le gouvernement russe de la Province maritime, qui avait de nouveau le pouvoir nominal ;

les alliés, en l'espèce le « Comité ferroviaire interallié », qui avait auparavant le contrôle sur les chemins de fer et qui n'était pas d'accord avec la main-mise sur eux, qu'avaient opérée les Japonais ;

l'autorité chinoise pour la Mandchourie ;

le gouvernement de Sémyonov ;

les autorités bolchéвиques.

Le D^r Montandon trouva en la personne de M. Fischer, membre de la première délégation allemande, un concours précieux pour le succès de ses démarches.

Le 3 mai 1920, le D^r Montandon fit visite au chef du gouvernement du Zemstvo Myédvydyév et au représentant de la République soviétique russe Vilenskiy, et le 6 mai, il recevait une réponse écrite donnant le consentement du gouvernement à son entreprise et recommandant le train de la Croix-Rouge internationale à toutes les autorités militaires et civiles russes en les priant d'accorder leur concours. Fort de cette approbation générale, le délégué du Comité international entreprit des négociations avec l'administration russe des chemins de fer et le département de la Santé publique, l'état-major et le Comité ferroviaire interallié des chemins de fer. Les délégués américains et russes appuyèrent la demande du D^r Montandon, à la disposition duquel fut mise une partie des trains sanitaires se trouvant à Pyérvaya Ryétschka. Après examen de plusieurs trains, le choix fut arrêté, d'un commun accord, sur le train sanitaire n° 114, le mieux monté de la Province maritime. Le 15 mai, le D^r Montandon recevait confirmation de la cession par la « Section générale du Bureau provisoire du Conseil de la santé publique comme Di

Mission en Sibérie.

rection principale provisoire de la Société de la Croix-Rouge. » Le personnel russe, selon son désir d'ailleurs, devait rester dans le train, tandis que le Dr Montandon emmenait également son propre personnel. Le chef du personnel russe était le Dr Kchenovlogher. En cas de divergences quelconques, le Dr Montandon avait le droit de décision. Ce dernier réglait seul les mouvements du train.

L'ordre de départ fut donné le 16 juin pour la date du 18. Le train se composait de 38 wagons comprenant tout le nécessaire : bagages, bains, lessiverie, boulangerie, infirmerie, restaurants, cuisines, pharmacies, station électrique, glacière, écurie, etc. Aux voitures sanitaires proprement dites, s'ajoutaient un certain nombre de wagons de 3^e classe, destinés au renvoi des prisonniers invalides et malades de l'intérieur à Vladivostok. Pour ne pas emmener ces wagons à vide, le Dr Montandon y embarqua des réfugiés russes à Vladivostok qui désiraient rentrer en Russie.

La liste des voyageurs, au nombre de 300, du personnel russe et de la mission proprement dite, cette dernière de près de 50 personnes¹, fut établie en plusieurs rubriques et en trois exemplaires; chacun de ceux-ci, muni du sceau de la mission, fut présenté successivement à l'approbation du département de l'Intérieur du gouvernement du « Zemstvo », du représentant de la République chinoise, du représentant diplomatique du Japon, M. Matsudaira, et du représentant de l'autorité bolchévique.

Comme marchandises, le Dr Montandon prit pour les prisonniers, ou pour don aux autorités, des médicaments ou du maté-

¹ MM. Kaplita, Pribil, Autrichien, n'accompagnaient pas la mission ; le Dr Hoselitz, Hongrois et M. Gutmann, Autrichien la précédaient vers l'Ouest. Dans le train, avec le Dr Montandon se trouvaient M. F. Fischer, M. Edgar Petter, Suisse, avec sa femme et sa mère ; M. Rodolphe Seidan, Autrichien, M. Mikhail Nikolayevitch Zaloghine ; M^{me} Zvyaghina, M. Engelbert Emler, Autrichien, M. Modeste Clerc, Neuchâtelois, etc. Plus une escouade de spécialistes pour le train et la garde des marchandises, recrutés parmi les Russes et les Austro-Hongrois.

D^r George Montandon.

riel de pansement d'une valeur de quelques milliers de yens, acquis au-dessous de leur valeur: Grâce à l'amabilité du major Charles Mac Donald, les médicaments livrés par la Croix-Rouge américaine le furent à des prix modérés et même quelques caisses furent données gratuitement. Le train apportait également quelques milliers de pièces de sous-vêtements et du cuir pour plusieurs milliers de semelles de chaussures. La majeure partie des produits : farine, graisse, thé et sucre, devait être achetés à Kharbine. La délégation danoise qui avait consenti à céder 5 à 6,000 paires de chaussures qu'elle avait à sa disposition, les reprit au dernier moment. Le D^r Montandon se fit donner une demande par écrit de ce retrait de marchandise et bien lui en prit, puisqu'il constatait plus tard que le 16 juillet 1920, le ministre des Affaires étrangères du Danemark, d'accord avec le gouvernement autrichien, avait exprimé le désir que ces caisses de souliers fussent remises au D^r Montandon «même si la réussite de son expédition n'était qu'à demi-assurée¹».

Ne pouvant disposer des chaussures en possession de la délégation danoise, le D^r Montandon, pour ne pas en être dépourvu tout à fait, en acheta un lot d'environ 300 paires. Le train parvint sans incident à Kharbine. Le général chinois commandant la ville fit poster une garde d'honneur aux abords du wagon du chef de la délégation, et les journaux locaux signalèrent le

¹ Le 7 juillet, la délégation danoise à Vladivostock adressa un rapport au ministère à Copenhague, dans lequel elle prétendait : 1^o que chez les Bolchéviks il n'est pas possible de faire des distributions parce que les Bolchéviks confisquent et distribuent comme bon leur semble ; 2^o qu'elle craignait que la mission du D^r Montandon n'abusât du drapeau danois ; 3^o que la mission a été arrêtée peu après le départ de Vladivostock ; 4^o qu'il régnait de la méfiance contre la mission de la part des prisonniers.

Le D^r Montandon répond victorieusement à ces critiques :

1^o Qu'à Vyérkhnyé-Oudinsk, comme à Tchita, comme à Irkoutsk, comme à Omsk, il a pu faire les distributions comme il l'entendait, bien entendu après pourparlers préliminaires. Jamais une chemise ou un paquet de thé ne lui a été confisqué. Et plus tard, même quand il a été arrêté par le Service de sûreté

Mission en Sibérie.

passage de la mission dans des articles dont l'un, celui du *Svyét*, du 25 juin 1920, fut reproduit dans la *Revue internationale*¹. Le train s'arrêta une semaine à Kharbine où furent achetés 2 wagons et demi de farine blanche, de la graisse et du sucre, c'est-à-dire de quoi nourrir 10 à 20,000 hommes pendant plusieurs jours (la farine blanche fut plus tard troquée, à raison de 1 sac de blanche contre 2 de brune).

De Kharbine, le Dr Montandon télégraphia à Tchita, à l'ata-man Sémyonov, lui demandant l'autorisation de passer par son territoire, puis le train reprenant sa route, mû par 3 locomotives, deux devant et une derrière, pour passer les monts Chin-Gan, parvint à la station frontière de Mandchourie sans y être retenu plus d'un jour. A Mandchourie, il y eut à acquitter aux fonctionnaires sino-anglais environ 300 yens de frais de douane, seule dépense que la mission eut à payer sur le chemin de fer de l'Est-Chinois, alors que d'autres missions eurent à solder plusieurs milliers de yens pour ce même passage.

A Tchita, le train du Dr Montandon se rencontra avec le train de la mission allemande Gerber-Roessler qui avait été saisi par le gouvernement de Sémyonov comme transportant 10 à 16 wagons de farine, accusée d'être destinée aux autorités bolchéviques. En proportion, en effet, le train de la Croix-Rouge alle-

à Moscou, pas une livre de pain, ni une boîte de lait condensé ne lui a été enlevée.

2^o Au sujet du drapeau danois, c'est M. Møller-Holst lui-même qui tout d'abord déclarait ne pouvoir donner des marchandises qu'à la condition que le drapeau danois figurât à côté du drapeau de la mission de la Croix-Rouge, prétention que le Dr Montandon refusa d'admettre et que ne justifiait pas la seule présence de 2 wagons $\frac{1}{2}$ de chaussures dans un train de 38 wagons.

3^o La mission ne fut jamais arrêtée, bien que la nouvelle en ait été publiée, il est vrai, dans les journaux de Vladivostock.

4^o La méfiance des prisonniers était générale et les délégués danois eux-mêmes n'ont pas été épargnés comme en témoigne, entre autres, un rapport du 13 septembre 1919, du 1^{er} lieutenant Geza Laszlo, déposé à Vienne.

¹ Voy. *Revue internationale* du 15 septembre 1920, p. 1063.

D^r George Montandon.

mande avait pris une beaucoup plus grande quantité de farine que le train du D^r Montandon. Or il n'y avait que 20,000 prisonniers allemands en Sibérie, alors que les Autrichiens et les Hongrois étaient au nombre de plus de 100,000. Ne pouvant continuer sa route, le D^r Roessler, chef du train, remit 10,000 yens au D^r Montandon à titre d'avance.

D'autres trains sanitaires avaient été organisés dans le même temps. Un train de la Croix-Rouge américaine, conduit par le major Lane, était arrivé en mars jusqu'à Mandchouria, mais avait dû rebrousser chemin, les autorités japonaises s'étant opposées à ce qu'il allât plus loin. La Croix-Rouge canadienne avait poussé jusqu'à Tchita et était revenue à Vladivostock. Une mission roumaine fut également arrêtée à Gongota (ligne du front) et dut retourner à Vladivostock. Une mission américaine de l'Y. M. C. A. arriva peu après le D^r Montandon à Tchita. Cette mission, à ce qu'on disait, avait reçu de la délégation da-noise une partie des chaussures refusées au D^r Montandon.

A Tchita, la Croix-Rouge de Sémyonov, ancienne organisation de la Croix-Rouge russe, revendiqua le train sanitaire n° 114, comme sa propriété. Après des négociations, le D^r Montandon s'en tira en changeant un wagon de 2^{me} contre un wagon de 3^{me} classe, en abandonnant le wagon de bains et celui de la station électrique (qui ne fonctionnait plus), mais sans céder d'autre matériel ou des approvisionnements. Le côté le plus fâcheux de cette cession n'était pas l'amoindrissement matériel qui en résultait pour la mission, mais le préjudice moral qu'elle lui portait en créant un précédent dont pourraient se prévaloir les autorités avec lesquelles le D^r Montandon aurait subséquemment affaire. Toutes les Croix-Rouges qui ont eu à traverser le territoire de Sémyonov ont été plus ou moins rançonnées, la Croix-Rouge américaine entre autres, et des trains de la Croix-Rouge suédoise ont été complètement confisqués.

Au cours de son séjour à Tchita, le D^r Montandon eut une entrevue avec l'ataman Sémyonov. A Tchita, le D^r Montandon renvoya à Vladivostock une partie de ses collaborateurs et partit le 10 juillet pour la frontière, se rencontrant à Sokhondo avec les

Mission en Sibérie.

délégués de l'Y. M. C. A. Le lendemain, le Dr Montandon accompagné du Dr Kchenovlogher, de M. Fischer, d'un lieutenant japonais et d'un communiste faisant fonction de secrétaire, monta sur une locomotive, sur laquelle prirent place également les délégués de l'Y. M. C. A. En 20 minutes, la locomotive franchit la plaine qui sépare Sokhondo de Gongota où le représentant diplomatique de la République extrême-orientale, Chatov, attendait les délégués.

Chatov reçut d'abord la délégation américaine. Le résultat des négociations fut que les wagons américains n'entrèrent pas à Gongota, mais quelques jours plus tard refluèrent sur Tchita et de là sur Vladivostock. Le projet des Y. M. C. A. d'établir des postes pour les prisonniers de guerre jusqu'à l'Oural tombait. Le train de la Croix-Rouge internationale fut plus heureux et une demi-heure plus tard entra à Gongota. A Mogzon, première station après Gongota, flottait le drapeau de la République extrême-orientale qui n'est pas parfaitement rouge ; l'angle supérieur, près de la hampe, est bleu marin et porte les lettres D. V. R. (Dalné-Vostotchnaya-Respoubliga, c'est-à-dire Extrême-Orientale-République).

Le train arrivait à Vyérkhnyé-Oudinsk le 18 juillet 1920, soit un mois après son départ de Vladivostock. Se trouvaient déjà dans cette ville : le Dr Hoselitz, le Dr Eberth, allemand qui s'était adjoint dès Vladivostock, M. Laukamm, un Allemand également qu'il avait pris avec lui de Tchita, et le capitaine Mehmed Sami, turc.

Une déclaration remise par la mission au ministère des Affaires étrangères parut rédigée en style trop « impérialiste » et causa quelques ennuis aux délégués, qui furent vivement attaqués dans la presse. La Croix-Rouge russe fut tout à fait séparée du train, tout le matériel et les médicaments de cette dernière furent déchargés. Le gros des réfugiés fut embarqué sur d'autres voitures dans un train spécial, qui se rendit à Irkoutsk. Ces réfugiés arrivèrent à leur lieu de destination et le Dr Montandon en rencontra plus tard à Omsk et à Moscou.

Le Dr Kchenovlogher fut désigné comme médecin principal

D^r George Montandon.

d'un nouveau train sanitaire de la République extrême orientale. Les wagons du train 114 restèrent à la disposition du D^r Montandon, et ses collaborateurs et employés russes (en style bolchévique, on n'emploie que le terme de « collaborateur ») reçurent une attestation par laquelle ils n'étaient soumis à aucune mobilisation. La situation était clarifiée, le D^r Montandon allait pouvoir s'occuper des prisonniers de guerre.

Lorsque la nouvelle se répandit de proche en proche, qu'une mission était arrivée pour l'évacuation des prisonniers, ces derniers se rassemblèrent par petits groupes. Des 2.500 prisonniers que comptait la République, 2.000 environ furent évacués. La majorité de ceux qui s'étaient déjà enrôlés dans l'armée rouge préférèrent rester, bien qu'un décret eût été rendu, — après de longues négociations, — autorisant les soldats ex-prisonniers qui désiraient être rapatriés, à quitter le service. Le D^r Montandon procéda à une distribution d'argent et de matériel, mais se refusa à faire la moindre distribution de vivres, laissant cette charge aux administrations, afin de conserver ses vivres pour les convois à former.

Pour obtenir le départ des prisonniers, il fallait d'un côté s'assurer de l'autorisation du passage des échelons vers l'est, et de l'autre de l'acceptation des autorités soviétiques. Le D^r Montandon télégraphia donc à la mission militaire japonaise à Tchita pour obtenir confirmation officielle de l'autorisation du gouvernement japonais, confirmation exigée par le gouvernement de la République extrême-orientale ; en même temps, il décidait de se rendre à Omsk et s'il le fallait à Moscou, pour faire les démarches nécessaires.

Un certificat fut remis le 4 août au D^r Montandon, lui permettant de franchir la frontière de la République extrême-orientale en compagnie de deux personnes seulement, M^{me} Marie Zvyaghina et M. Johann Meier. Le passeport suisse n'avait plus malheureusement aucune valeur dans un pays dont le gouvernement n'était pas reconnu par le gouvernement suisse ; par contre ce qui détermina le soutien de principe que le D^r Montandon trouva auprès des autorités russes, ce furent les règlements

Mission en Sibérie.

du Comité international de la Croix-Rouge, le fait que l'action du Comité international est dépourvue de toute préoccupation nationale, et qu'elle exclut toute activité commerciale.

Le 5 août, le Dr Montandon partit pour Omsk. A Irkoutsk il dut faire halte un jour. Il fut arrêté au moment de se remettre en route et passa une nuit peu confortable à la Tcheka (police de sûreté) mais il fut relâché le lendemain et continua sa route sans autres incidents.

A Omsk, le président du comité révolutionnaire de Sibérie, Smirnov, prit connaissance de la déclaration que lui remit le Dr Montandon, et lui demanda s'il était prêt à se charger de l'entretien des échelons de prisonniers, sans distinction de nationalité jusqu'à leur arrivée à la frontière du territoire occupé par les Japonais. En posant cette question, les autorités bolchéviques songeaient avant tout aux Allemands auxquels le traité russo-allemand accordait une préférence. Le Dr Montandon n'hésita pas à accéder à cette demande, d'autant plus qu'il avait lu dans les *Izvyestiya*, du 9 juillet 1920, que selon l'article 9 du traité de Berlin du 19 avril 1920, relatif au rapatriement réciproque des prisonniers de guerre entre la Russie et l'Allemagne, le Comité international de la Croix-Rouge se chargeait de conduire les échelons à travers les Etats avec lesquels les parties contractantes n'avaient pas d'accord direct. Alors qu'il existait déjà un plan d'évacuation vers l'ouest et qu'une dizaine de mille hommes avaient quitté Omsk dans cette direction, il n'y avait encore rien de décidé pour l'évacuation vers l'est. Un plan fut alors élaboré pour le mois de septembre, qui prévoyait l'envoi de 13,800 prisonniers vers l'est, dans un seul mois.

Malgré l'intérêt que le Dr Montandon eût eu à se rendre à Moscou pour prendre contact avec les autorités russes, avec les missions étrangères et surtout avec le délégué général du Comité international de la Croix-Rouge, M. Frick, il dut se résoudre à retourner en République extrême-orientale pour assurer la bonne marche du rapatriement. Il chargea alors M^{me} Zvyagchina de se rendre à Moscou à sa place. Muni d'une pièce de chancellerie du Comité révolutionnaire de Sibérie, le Dr Montandon

D^r George Montandon.

partit d'Omsk le 19 août, et le 28 août était de retour à Vyérkhnyé-Oudinsk.

Entre temps, le D^r Hoselitz avait obtenu les autorisations nécessaires pour la réception et le transit de 30,000 prisonniers. Restait à obtenir confirmation de l'autorisation japonaise qui n'était toujours pas parvenue. Heureusement venait d'arriver à Vyérkhnyé-Oudinsk une mission japonaise à la tête de laquelle se trouvait le colonel Isomé, et le 30 août, le D^r Montandon obtint de ce dernier une pièce suffisante pour décider le ministère des Affaires étrangères à commencer l'évacuation. Le 5 septembre, fut signé un accord avec le ministère des Affaires étrangères, chargeant l'organisation de la Croix-Rouge internationale de l'évacuation des prisonniers de guerre suivant le plan conçu par le conseil d'évacuation de la République extrême-orientale (voir ci-dessous Annexe I). Le premier convoi d'invalides partit dès le lendemain ; il emmenait environ 660 prisonniers de guerre, dont 160 Autrichiens et 375 Hongrois.

Le 28 septembre un accord fut conclu entre le D^r Montandon et les délégués de la Croix-Rouge tchécoslovaque, MM. Josef Klaus et Franz Blaha, pour faire participer cette dernière organisation au travail en faveur des prisonniers de guerre. La mission de la Croix-Rouge tchécoslovaque s'engageait entre autres à fournir les médicaments et l'aide nécessaires à tous les trains de prisonniers¹.

Le 4 octobre, le colonel von der Hellen arriva à Vyérkhnyé-Oudinsk. Sept échelons avaient déjà été dirigés sur Vladivostock. Le D^r Montandon facilita son entrée sur le territoire de la République extrême orientale ; il n'eut pas plus d'une heure à attendre à la frontière. Il amenait 3 wagons pleins de vivres. Par contre, le sous-délégué hongrois, M. Fein, ne put obtenir l'autorisation d'entrer sur les territoires de la République, par suite de l'opposition de la section des « internationalistes ».

¹ Le train de la Croix-Rouge tchécoslovaque avait forcé la frontière du gouvernement de Sémyonov et était resté un mois en quarantaine entre les deux stations de Sokhondo et Gongota.

Mission en Sibérie.

M. Gerber, malgré l'appui de Moscou, ne put non plus pénétrer dans la République extrême-orientale. La composition des échelons nécessitait une énorme correspondance. La République extrême-orientale ne laissait partir que par petits groupes ses prisonniers auxquels il fallait adjoindre des convois venant du cœur de la Sibérie pour obtenir un contingent normal. Dans un de ces convois prirent place une quinzaine de wagons de Chinois rapatriés en Mandchourie. En définitive, du 1^{er} au 9 septembre, 10,020 hommes formant les échelons de Byéryozovka I, Byéryozovka II, Irkoutsk I, Irkoutsk II, Byéryozovka III, Tomsk, Krasnoyarsk I, Atchinsk, Krasnoyarsk II, Kansk, Irkoutsk III, Byéryozovka IV, Krasnoyarsk III, Irkoutsk IV, furent rapatriés.

Les diverses missions de Croix-Rouges qui se trouvaient sur la côte n'étaient pas sans jalousser les succès du Dr Montandon, et le 19 octobre un télégramme du ministre de la Défense nationale en Hongrie au Comité international de la Croix-Rouge demandait son rappel. Un des griefs formulés était que les officiers hongrois étaient exclus du rapatriement. Or cette question de la retenue des officiers hongrois était indépendante de la volonté du Dr Montandon, un ordre formel étant venu de Moscou de retenir ces officiers jusqu'à ce que fût réglée la question des commissaires hongrois emprisonnés par Horthy. D'ailleurs quelques officiers hongrois purent redescendre avec les échelons à Vladivostock, chaque cas étant jugé individuellement par la section hongroise du parti communiste. Cependant les événements politiques marchaient rapidement.

Le gouvernement de Sémyonov abandonnait Tchita et se retirait le long de la ligne du chemin de fer de la Mandchourie. Au cours de la retraite, il fut détruit près de 1,500 wagons et locomotives, pendant que les Japonais, pour interrompre toute communication entre la Transbaïkalie et la Mandchourie, détruisaient une dizaine de kilomètres de voie ferrée, entre Mandchouria et Matyévskaya. Le gouvernement de la République extrême-orientale transféra son siège de Vyerkhnyé-Oudinsk à Tchita. Le Dr Mon-

D^r George Montandon.

tandon laissa dans la première de ces villes MM. Hoselitz et Seidan, et suivit le gouvernement à Tchita (octobre-novembre 1920)¹. 3 échelons avaient été retenus à Tchita ; le 1^{er} décembre, le premier échelon pouvait repartir. Le 2 décembre 1920, le D^r Montandon ayant obtenu les autorisations nécessaires, se dirigeait sur Omsk et Moscou pour rentrer à Genève, laissant la représentation du Comité international de la Croix-Rouge à son ancien collaborateur le Dr Hoselitz avec, comme représentants locaux, M. Jonas à Tchita et M. Seidan à Vyérkhnyé-Oudinsk.

Le D^r Montandon emportait avec lui deux wagons de marchandises, l'un de médicaments, l'autre de linge de corps, du stock de cuir pour semelles et de 300 paires de chaussures. Le voyage s'accomplit sans difficultés. A Irkoutsk, eut lieu une distribution de matériel au Point d'évacuation, en faveur des prisonniers les plus nécessiteux. Dans la même ville, le D^r Montandon recueillit des informations sur les raisons de l'arrêt de l'évacuation vers l'est, qui s'était produit vers la fin d'octobre. Les soviets avaient pris ombrage des manifestations nationalistes des Croix-Rouges de l'autre côté du front et en particulier de ce qui fut appelé la militarisation du camp de Nikolsk-Oussouriysk. Dès le 10 octobre en effet, le journal communiste hongrois de Moscou *Voeroes Ujsag* publiait un article relatant la séance de ce parti, le 28 septembre, et mentionnant les décisions prises :

- 1^o faire des démarches pour que l'évacuation vers l'est fût arrêtée ;
- 2^o faire rentrer de la République extrême-orientale dans la RSFSR les Hongrois mobilisés ;
- 3^o rendre la Croix-Rouge internationale attentive au fait que les prisonniers de guerre sont employés dans un but nationaliste-impérialiste.

¹ Le 23 novembre 1920, le D^r Montandon signa un nouvel accord avec le ministre de la Santé publique de la République extrême-orientale, confirmant l'accord précédent du 5 septembre. Voy. ci-dessous annexe II.

Mission en Sibérie.

Deux échelons qui devaient quitter Irkoutsk les 19 et 29 novembre furent retenus. Le Dr Nansen d'ailleurs préconisait pour des raisons d'économie le transfert des prisonniers de guerre par la Baltique plutôt que par Vladivostock (télégramme du 8 octobre au Comité international de la Croix-Rouge). Ce dernier, en décidant de rappeler sa délégation de Sibérie avisa le Dr Nansen et les gouvernements intéressés « qu'il désirait en tous cas dégager sa responsabilité vis-à-vis des prisonniers et de leurs familles, si une modification aussi radicale était apportée au plan général du rapatriement pour des raisons d'économie. »

A Irkoutsk, le Dr Montandon reçut la visite successive de nombreux prisonniers stationnés en gare, courbés par le froid qui figeait les yeux (-45° à 8 h. du matin). Le Dr Montandon leur distribua quelques pièces de vêtements¹.

Le train mit 3 jours et demi à franchir la distance d'Irkoutsk à Omsk. A Omsk régnait une température de -44° ; des Kirghizes avaient les pommettes gelées, la morsure du froid seule, sans qu'il y eût le moindre souffle de vent, faisait mal au visage.

Le Dr Montandon fit des démarches pour essayer d'obtenir la reprise de l'évacuation vers l'est et fit distribuer tous les vêtements qu'il avait encore aux prisonniers du camp². Il remit ses médicaments à la division médicale de l'administration des chemins de fer pour les tenir à la disposition des échelons de passage ou formés à Omsk.

Le 25 décembre, le Dr Montandon, arrêté par la Tcheka, officiellement pour n'avoir pas procédé aux distributions selon les règles, en fait pour suspicion d'être un agent ennemi, dut quitter Omsk le 7 janvier, reconduit sous garde jusqu'à la Selenga

¹ Un ballot (48 kg.) de ouate; du cuir pour semelles, pour 300 paires, 50 paires de gros souliers, 50 sweaters, 400 linges de toilette.

² Un ballot (48 kg.) de ouate; du cuir pour semelles, pour 1,800 paires; 235 paires de gros souliers, 72 paires de chaussettes, 1,140 complets de sous-vêtements, 350 sweaters, 1,200 linges de toilette, 2,000 yards de toile.

D^r George Montandon.

Toutefois son wagon et tout ce qu'il contenait fut laissé à sa disposition. En route, il adressa une longue protestation aux différentes autorités à Moscou, Omsk, Krasnoyarsk et Tchita.

Le 16 janvier 1921, il était de retour à Vyérkhnyé-Oudinsk, ayant pensé être fusillé avec ses compagnons à Irkoutsk par suite d'une méprise. Entre temps sa protestation avait porté fruit et le Dr Montandon fut autorisé à regagner Genève par Omsk et Moscou en qualité de simple particulier et non plus de délégué du Comité international de la Croix-Rouge. Les ordres de Moscou étaient formels ; l'évacuation vers l'est était suspendue et devait se faire uniquement vers l'ouest. Le Dr Montandon laissa à M. Rodolphe Seidan le soin de liquider définitivement sa mission, assistant au milieu de février à l'ouverture de l'assemblée constituante de la République extrême-orientale qui s'étendait maintenant effectivement jusqu'au Pacifique, et le 6 mars enfin, se mit en route pour Moscou.

A Irkoutsk, il dut s'arrêter deux semaines pour attendre la fin des troubles sur l'Ichum, à Omsk 3 jours, et arriva à Moscou le 18 avril. Deux semaines après, il y était de nouveau arrêté par la Tchéka et soumis à une perquisition serrée. Sa détention ne se prolongea pas au-delà de 2 semaines. Le 23 avril, il put quitter Moscou dans le wagon diplomatique et par Riga, Stettin, Berlin et Bâle se rendit à Genève où il présentait le 17 juin, devant le Comité international de la Croix-Rouge, réuni sous la présidence de M. Gustave Ador, un rapport oral résumant sa mission.

Annexe I

ACCORD

Dans le but de hâter le travail d'évacuation des invalides et de ceux qui rentrent de captivité aussi bien de l'ouest vers l'est que de l'est vers l'ouest, le Conseil d'évacuation du Directoire de la République extrême-orientale conclut un accord avec l'organisation du Comité international de la Croix-Rouge, dirigée par le Dr Montandon, en vue d'une collaboration dans ce domaine avec la dite organisation, sur les bases suivantes reconnues de part et d'autre :

**Mission
en Sibérie.**

1^o L'évacuation s'exécute selon le plan dressé par le Conseil d'évacuation du gouvernement de la République extrême-orientale. L'organe surveillant et contrôlant l'exécution du dit plan et le présent accord, est la section d'évacuation du ministère de la Santé publique de la République extrême orientale.

2^o L'organisation de la Croix-Rouge internationale est l'organe d'exécution des tâches du conseil d'évacuation en ce qui concerne l'évacuation ; le chef de la dite organisation est invité aux délibérations du Conseil pour toutes les questions techniques de l'évacuation.

3^o L'action de l'organisation de la Croix-Rouge internationale s'étend sur le territoire de la République extrême-orientale à partir de ses frontières occidentales jusqu'à la ville de Vladivostock inclusivement.

4^o Les organisations des Croix-Rouges nationales des différents pays, ne peuvent participer aux travaux de l'évacuation que par l'entremise de la Croix-Rouge internationale dirigée par le Dr Montandon, en qualité de sous-divisions de cette organisation ; à cet effet, le conseil d'évacuation n'entretient de rapports qu'avec le Dr Montandon en sa qualité de représentant de mission du Comité international de la Croix-Rouge.

*Le Président du conseil d'évacuation du Directoire :
IVANOV.*

*Les Membres :
TOUMAKOVA, BOGDANOV, LEVENSON.*

*Le chef de la Mission en Sibérie du Comité international de la Croix-Rouge :
Dr G. Montandon.*

5 septembre 1920.

(Sur le sceau) : Pouvoir populaire révolutionnaire de la République extrême-orientale.

Annexe II

ACCORD

Tchita, le 23 novembre 1920.

Dans le but de continuer le travail d'évacuation des invalides et de ceux qui rentrent de captivité de l'ouest vers l'est, ainsi que, dans la mesure des nécessités et sur présentation de demandes spéciales, de l'est vers l'ouest, le gouvernement de la République extrême-orientale, en la personne du ministre de la Santé publique, conclut un accord avec les organisations du Comité international

D^r George Montandon.

de la Croix-Rouge, en la personne du chef de la mission en Sibérie de la Croix-Rouge internationale, D^r G. Montandon, en vue d'une collaboration dans ce domaine avec la dite organisation, sur les bases suivantes reconnues de part et d'autre :

1^o L'évacuation s'exécute selon le plan dressé par le ministre de la Santé publique de la République extrême-orientale conjointement avec le représentant du Comité international de la Croix-Rouge. L'organe surveillant et contrôlant l'exécution du dit plan et le présent accord, est la section d'évacuation du ministère de la Santé publique de la République extrême-orientale, dont fait partie aussi un représentant du ministère des Affaires étrangères de la République.

2^o L'organisation du Comité international de la Croix-Rouge est l'organe d'exécution des tâches de la section d'évacuation en ce qui concerne l'évacuation ; le chef de la dite organisation est invité aux délibérations du conseil pour toutes les questions techniques de l'évacuation. L'accomplissement des tâches incomptant au Comité international de la Croix-Rouge se fait selon le règlement de ce comité et les règles complémentaires imprimées dans la *Revue internationale de la Croix-Rouge*, n° 11, du 15 novembre 1919.

3^o L'action de l'organisation du Comité international de la Croix-Rouge s'étend sur le territoire de la République extrême-orientale à partir de ses frontières occidentales jusqu'à la ville de Vladivostock inclusivement.

4^o Les organisations des Croix-Rouges nationales des différents pays ne peuvent participer aux travaux de l'évacuation que si elles consentent à travailler en plein contact avec l'organisation du Comité international de la Croix-Rouge et sous sa conduite, organisation dirigée par le D^r Montandon ou son fondé de pouvoirs ; à cet effet ces organisations nationales de Croix-Rouges, pour toutes les questions d'évacuation, se mettent en rapport seulement avec le D^r Montandon ou son fondé de pouvoirs, en sa qualité de représentant de la mission du Comité international de la Croix-Rouge.

Le Membre du Gouvernement, ministre de la Santé publique :

PETROV.

Le Chef de la mission en Sibérie du Comité international de la Croix-Rouge :

D^r G. MONTANDON.

(Sceau du ministère de la Santé publique).

(Sceau de la mission du Comité international de la Croix-Rouge).